



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 septembre 2016
Français
Original : anglais

Lettre datée du 19 septembre 2016 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2015) du Conseil de sécurité

Les membres du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2015) du Conseil de sécurité; dont le mandat a été prorogé par la résolution 2290 (2016) du Conseil de sécurité; ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint, conformément à l'alinéa e) du paragraphe 12 de la résolution 2290 (2016), le rapport du Groupe établi dans les 120 jours.

Le rapport a été transmis le 7 septembre 2016 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015), lequel l'a examiné le 16 septembre.

Le Groupe d'expert vous serait reconnaissant de bien vouloir appeler l'attention des membres du Conseil de sécurité sur la présente lettre et le rapport ci-joint et de les faire publier comme documents du Conseil de sécurité.

(Signé) Payton **Knopf**
Coordinateur

Groupe d'experts sur le Soudan du Sud

(Signé) Andrews **Atta-Asamoah**
Expert

(Signé) Andrei **Kolmakov**
Expert

(Signé) Ann **Oosterlinck**
Expert

(Signé) Klem **Ryan**
Expert



Rapport du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2015) du Conseil de sécurité

Résumé

À l'alinéa e) du paragraphe 12 de sa résolution 2290 (2016), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts sur le Soudan du Sud de lui présenter un rapport contenant une analyse des menaces pesant sur la sécurité du gouvernement provisoire d'union nationale et de ses besoins pour ce qui est de maintenir l'ordre au Soudan du Sud, ainsi qu'une nouvelle analyse du rôle que jouent les transferts d'armes et de matériel connexe entrant au Soudan du Sud depuis la formation du gouvernement provisoire d'union nationale en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et les menaces contre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), les autres organismes des Nations Unies et le personnel humanitaire international. À la suite des affrontements de grande ampleur survenus à Djouba début juillet 2016, de la fuite du dirigeant de l'opposition Riek Machar de Djouba et de son arrivée à Khartoum à la fin du mois d'août ainsi que de l'effondrement de facto du gouvernement provisoire tel qu'institué par l'Accord, la situation dans le pays demeure complexe et fluctuante.

Les preuves recueillies par le Groupe d'experts donnent à penser que les menaces les plus graves pesant sur la sécurité du gouvernement provisoire et la mise en œuvre de l'Accord ne sont pas le fait d'éléments extérieurs mais intérieurs, et résultent principalement des actes et politiques des deux principales parties à l'Accord : le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS) dans le gouvernement dirigé par le Président Salva Kiir, et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition) conduit par Riek Machar. Ces menaces se caractérisent notamment par la poursuite des hostilités entre le M/APLS dans le gouvernement et le M/APLS dans l'opposition; l'intensification de la dimension tribale du conflit; l'effondrement de l'économie; et la poursuite de l'importation d'armements et de matériels connexes. En outre, les preuves recueillies par le Groupe suggèrent que les menaces dirigées contre l'Organisation des Nations Unies et le personnel humanitaire international augmentent en portée, en nombre et en brutalité, dans un contexte où les hauts responsables du gouvernement, y compris Salva Kiir, intensifient leur rhétorique belliqueuse et hostile envers l'ONU, les organismes régionaux et l'ensemble de la communauté internationale.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Menaces pesant sur la sécurité du gouvernement provisoire d'union nationale.	4
II. Transfert d'armes et de matériel connexe	10
III. Menaces dirigées contre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, d'autres organismes des Nations Unies et le personnel humanitaire international	12
IV. Conclusion	16
Annexes*	
I. Violence in Juba in July 2016.	18
II. Map of Juba	21
III. Command and Control Within the Parties to the TGNU.	22
IV. L-39 at Malakal Airport, 31 August 2016	24
V. Annexe confidentielle**	

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition

** En raison de son caractère confidentiel, l'annexe V a été distribuée séparément et ne figure donc pas dans le présent document.

I. Menaces pesant sur la sécurité du gouvernement provisoire d'union nationale¹

1. Le Groupe d'experts a conclu que les menaces les plus graves pour la sécurité du gouvernement provisoire d'union nationale résultaient des politiques et tactiques délibérément mises en œuvre par les deux principales parties à l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, qui ont attisé les tensions politiques, tribales et ethniques à l'origine de la guerre. Ce sont l'attitude belligérante des parties, la poursuite de leurs objectifs par des moyens militaires plutôt que politiques et leur absence de volonté politique de mettre en œuvre l'Accord qui menacent au premier chef la sécurité du gouvernement provisoire, comme en témoignent clairement la flambée de violence qu'a connue Djouba le 8 juillet 2016 et qui a entraîné la fuite de Riek Machar de la capitale, puis du pays; la poursuite et l'intensification du conflit armé dans d'autres parties du Soudan du Sud; le caractère de plus en plus tribal de la violence à Djouba et ailleurs; et l'effondrement de l'économie nationale provoqué par la mauvaise gestion du gouvernement et le détournement de fonds pour acheter des armes et poursuivre la guerre.

2. L'armement des communautés par les parties sur la base de leur appartenance tribale continue notamment d'alimenter la violence généralisée, et aucune des parties ne fait preuve de la moindre volonté de maintenir l'ordre public sous sa forme la plus élémentaire dans les zones se trouvant sous son contrôle respectif. Rien n'indique qu'il faut davantage d'armes au Soudan du Sud pour que le gouvernement provisoire puisse y instaurer des conditions de sécurité stables. Au contraire, l'afflux incessant d'armes décrit à la section II ci-après contribue à la propagation de l'instabilité et à la poursuite du conflit.

3. Comparativement, les menaces extérieures qui pèsent sur la sécurité du gouvernement provisoire sont faibles. Bien que le Soudan fournisse des armes légères, des munitions et un soutien logistique au M/APLS dans l'opposition depuis décembre 2013 (voir S/2016/70), il n'existe à ce jour aucune preuve indiquant que le Soudan – ou tout autre pays voisin – lui aurait fourni des armes lourdes, ce qui a limité la capacité de l'opposition à organiser des opérations de grande envergure.

Poursuite des hostilités entre les parties

4. Malgré la formation du gouvernement provisoire en avril 2016, le conflit armé généralisé persiste dans tout le pays, comme en témoigne la flambée de violence à grande échelle survenue à Djouba en juillet. De l'état du Bahr el-Ghazal occidental à la région du Haut-Nil en passant par l'Équatoria, la montée de l'insécurité est attestée par l'augmentation du nombre d'incidents et de déplacements signalés². Plus de 121 000 Sud-Soudanais ont fui vers les pays voisins depuis la formation du

¹ Les informations fournies dans le présent rapport correspondent à la situation existante au 6 septembre 2016 date de sa présentation au Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 2206 (2015).

² Au total, 1,61 million de Sud-Soudanais sont actuellement déplacés à l'intérieur du pays, et plus de 958 000 ont fui vers les pays voisins (données disponibles au 21 août 2016). Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « UNHCR South Sudan situation regional emergency update 15-21 August 2016 », disponible à l'adresse <http://data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php>.

gouvernement provisoire, dont plus de 105 000 depuis le 8 juillet³. Les nouveaux arrivants en provenance du Soudan du Sud ont fait état d'une poursuite des violences contre les civils, des pillages, des recrutements forcés et des viols, ainsi que de la présence d'éléments armés empêchant les civils de quitter le pays⁴. En raison de l'intensité des combats qui se sont déroulés en juin dans la ville de Wau, au Bahr el-Ghazal occidental, 41 000 civils sont toujours déplacés à l'intérieur de la ville, dont plus de 24 000 vivent à proximité du complexe de la MINUSS⁵, et 37 000 à l'extérieur de la ville.

5. Le Secrétaire général, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Commission mixte de suivi et d'évaluation, conjointement chargés de surveiller l'application de l'Accord, ont souligné à maintes reprises l'absence de progrès dans sa mise en œuvre et ont condamné la poursuite des hostilités, tant avant qu'après les combats survenus à Djouba en juillet⁶.

6. Deux semaines avant le début des violences à Djouba, le Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, Festus Mogae, avait expressément mis en garde contre l'impasse politique en ces termes : « (...) Je suis au regret d'annoncer que les avancées que j'espérais ne se sont pas matérialisées. (...) Nous n'avons d'autre choix que de considérer qu'il s'agit sans doute là d'un sérieux manque d'engagement en faveur de la paix. (...) Ces obstacles délibérés et institutionnalisés à la mise en œuvre de l'Accord sont totalement inacceptables »⁷. Lors d'une réunion ultérieure des garants de l'Accord le 31 juillet à Khartoum, il a en outre fait la déclaration suivante : « Nous savons que les forces des deux parties et de leurs alliés continuent de s'affronter partout dans le pays et que le risque d'offensives de grande ampleur s'accroît de jour en jour »⁸.

7. Au cours d'une visite au Soudan du Sud du 23 au 29 juin, le Groupe d'experts s'est entretenu avec des membres du gouvernement représentant les quatre parties

³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « South Sudan – refugees in and out from South Sudan map, April 2016 », 10 mai 2016. Disponible à l'adresse <http://data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php>.

⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « South Sudan situation regional emergency update 8-14 August 2016 ». Disponible à l'adresse <http://data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php>.

⁵ Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, « UNMISS PoC update No. 136, 29 August 2016 ». Disponible à l'adresse <http://reliefweb.int/report/south-sudan/unmiss-poc-update-no-136>.

⁶ Voir notamment les déclarations du Secrétaire général en date du 16 juillet 2016, disponibles à l'adresse www.un.org/press/en/2016/sgsm17932.doc.htm; le communiqué de la 609^e réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine du 30 juin 2016, disponible à l'adresse <http://www.peaceau.org/fr/article/communiquede-la-609eme-reunion-du-conseil-de-paix-et-de-securite-cps-sur-la-situation-au-soudan-du-sud>; la déclaration du Président de l'IGAD, Hailemariam Desalegn, sur la situation au Soudan du Sud en date du 11 juillet 2016, disponible à l'adresse http://igad.int/index.php?option=com_content&view=article&id=1386:igad-chairpersons-statement-on-the-situation-in-south-sudan&catid=47:communiquedeItemid=149; et le communiqué de la 616^e réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine du 11 août 2016, disponible à l'adresse <http://www.peaceau.org/fr/article/170>.

⁷ Déclaration liminaire du Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation lors de la réunion plénière de la Commission tenue à Djouba le 23 juin 2016. Disponible à l'adresse <http://jmecsouthsudan.org/news.php?id=31>.

⁸ Déclaration du Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation lors d'une réunion des partenaires à Khartoum le 31 juillet 2016. Disponible à l'adresse <http://www.jmecsouthsudan.com/news.php?id=40>.

signataires de l'Accord⁹. Tous, sans exception, ont décrit une situation dans laquelle l'économie s'était effondrée; peu de progrès importants avaient été réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord; l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et les autres forces militaires rangées du côté de Salva Kiir n'avaient pas été redéployées à l'extérieur de Djouba, contrairement aux dispositions du Chapitre II de l'Accord; et le non-paiement des salaires des forces armées exacerbait les tensions parmi le personnel militaire. De l'avis quasi général, une reprise des combats était inéluctable en l'absence d'un changement d'attitude notable de la part des parties.

8. Bien que l'enquête sur les violences du mois de juillet qui s'en sont suivies à Djouba se poursuive, le Groupe d'experts est parvenu aux conclusions préliminaires ci-après sur la base de multiples entretiens avec des témoins directs et de nombreuses autres sources (voir annexe I).

9. Premièrement, l'ampleur relativement importante des hostilités – comme en témoigne le déploiement d'hélicoptères d'attaque Mi-24 en coordination avec des forces terrestres renforcées par des unités blindées – autorise à conclure que les combats étaient dirigés par les échelons les plus élevés de la structure de commandement de l'APLS. De nombreux hauts responsables de l'APLS ont confirmé au Groupe d'experts que seuls Salva Kiir et le chef d'état-major de l'APLS, Paul Malong, étaient habilités à ordonner le déploiement de ces hélicoptères, et le Groupe a reçu de nombreux rapports émanant de responsables de haut rang de l'APLS et de personnalités politiques sud-soudanaises indiquant que Paul Malong avait dirigé les combats des 10 et 11 juillet avec la pleine connaissance de Salva Kiir¹⁰.

10. Deuxièmement, toutes les unités de l'APLS à Djouba n'ont pas participé aux combats. Le Groupe d'experts a reçu des informations crédibles de plusieurs hauts responsables de l'APLS indiquant que certaines unités avaient refusé d'obéir à Paul Malong, qui leur intimait l'ordre de participer aux combats.

11. Troisièmement, des témoins de Djouba ont souligné la dimension clairement ethnique des combats et de certains assassinats et ont indiqué que l'APLS et les forces de sécurité de la tribu dinka étaient plus lourdement impliqués dans ces événements que d'autres groupes. De nombreux rapports indiquent par ailleurs que des milices de l'Équatoria se sont engagées dans les combats à Djouba aux côtés du M/APLS dans l'opposition.

12. Quatrièmement, l'emploi aveugle d'armes par l'APLS et le M/APLS dans l'opposition dans des zones densément peuplées, notamment le déploiement d'hélicoptères d'attaque Mi-24 par l'APLS, témoigne d'un mépris flagrant pour la vie des civils et l'inviolabilité des locaux des Nations Unies¹¹.

⁹ À l'heure actuelle, seuls deux des quatre signataires siègent toujours au gouvernement provisoire – un grand parti, le M/APLS dans le gouvernement, et un petit, le G-10 des anciens détenus. Le dirigeant du M/APLS dans l'opposition, Riek Machar, a été démis de ses fonctions de Premier Vice-Président et remplacé à la fin du mois de juillet sur fond de polémique.

¹⁰ Source : nombreux entretiens confidentiels menés par le Groupe d'experts avec de hauts responsables de l'APLS, des responsables politiques sud-soudanais et des fonctionnaires de l'ONU.

¹¹ Source : nombreux entretiens confidentiels menés par le Groupe d'experts avec des fonctionnaires de l'ONU et des observateurs internationaux. Outre les morts et les blessés, des dégâts importants ont été infligés aux deux bases de l'ONU à Djouba, où 100 logements au moins auraient été endommagés par des tirs d'artillerie lourde et d'armes légères dans les seuls locaux de la Maison des Nations Unies.

Intensification des conflits intertribaux

13. Les violences perpétrées à Djouba en juillet rappellent les modes opératoires visant des groupes ethniques qui ont prévalu dans la capitale et ailleurs, lorsque la guerre a éclaté en décembre 2013, comme indiqué par la Commission d'enquête de l'Union africaine dans son rapport¹². La situation est également symptomatique de la dynamique tribale qui gagne tout le pays car la guerre s'est transformée en une surenchère violente entre divers éléments de la tribu des Dinka et de nombreuses autres tribus du pays¹³. Les élites politiques et militaires dinka, y compris Salva Kiir et Paul Malong, sont par conséquent de plus en plus convaincus que leurs peuples sont injustement pris pour cible et menacés, alimentant le ressentiment et enclenchant un cycle de vengeances réciproques¹⁴.

14. Plusieurs des récentes nominations au gouvernement provisoire d'union nationale auxquelles a procédé Salva Kiir ont encore exacerbé ces tensions. Le 23 juillet 2016, il a remplacé Riek Machar par Taban Deng Gai, de l'ethnie Nuer de l'état de l'Unité, au poste de Premier Vice-Président. L'ampleur du soutien politique et militaire de Deng Gai hors de sa zone d'origine de Guit n'est pas clairement établie, et du fait de son précédent mandat de gouverneur de l'État de l'Unité, il est extrêmement impopulaire parmi de nombreux Nuer. Le 29 août, 14 chefs suprêmes représentant les états de Nuer dans le Haut-Nil, de l'Unité et de Jonglei ont publié une déclaration dans laquelle ils condamnent cette nomination¹⁵. Les Bul, un sous-clan qui était allié au M/APLS dans le gouvernement, sont également furieux suite à cette nomination et menacent de se rallier à l'opposition.

15. La nomination par Salva Kiir de Stephen Dhieu Dau comme Ministre des finances, le 28 juillet, constitue un autre exemple de nominations provocatrices. Comme le Groupe d'experts l'a indiqué dans son rapport de janvier 2016, Dhieu Dau a été impliqué dans des fournitures d'armes à la milice Dinka Padang dans l'état du Haut-Nil financées à l'aide de fonds du Ministère du pétrole et des industries extractives, alors qu'il occupait le poste de ministre, ce qui a exacerbé les violences entre les tribus Dinka, Shilluk et Nuer dans cet état. Le Groupe a par la suite obtenu des preuves littérales supplémentaires attestant que, en tant que Ministre du pétrole et des industries extractives, Dhieu Dau avait utilisé la compagnie pétrolière nationale, Nilepet, pour couvrir des dépenses militaires, en contournant les processus nationaux de gestion budgétaire et financière. Les milices Chillouk alliées au M/APLS dans l'opposition se servent de ces informations pour mobiliser la jeunesse dans l'ouest de l'état du Haut-Nil en prévision d'une reprise possible des combats dans les mois à venir¹⁶.

¹² www.peaceau.org/uploads/auciss.final.report.pdf et annexe 1 du présent rapport.

¹³ Entretien du Groupe d'experts avec un ancien haut fonctionnaire à Nairobi, le 15 août 2016

¹⁴ Entretiens du Groupe d'experts avec un ancien haut fonctionnaire à Nairobi, le 15 août 2016

¹⁵ « Nuer chefs Disown New FVP Taban Deng, » Sudan Tribune, 29 août 2016. Disponible à l'adresse www.sudantribune.com/spip.php?article60072.

¹⁶ Source : entretiens avec des sources du M/APLS dans l'opposition et un officier supérieur Shilluk.

16. Au premier semestre de 2016, les violences intertribales, l'escalade du conflit et les représailles ont été particulièrement marquées dans les régions de Bahr el-Ghazal et de l'Équatoria. Des violences à grande échelle et d'origine tribale ont éclaté à Raja et Wau en mai et en juin, et dégénéré en massacres dans la ville de Wau entre le 24 et le 26 juin¹⁷. Une enquête gouvernementale menée à cet égard a conclu que l'état de Wau était extrêmement polarisé autour de considérations tribales et que le tribalisme avait atteint un niveau tel qu'il portait atteinte au tissu social.¹⁸ Des éléments de l'opposition et des milices antigouvernementales ont cherché à exploiter l'insécurité et les tensions tribales pour mobiliser et se lancer dans des opérations militaires au profit d'aspirations politiques locales, mener des représailles et voler du bétail et, dans certains cas, chercher à intégrer l'Armée populaire de libération du Soudan, non pas pour renoncer à la lutte armée, mais pour accéder aux ressources dont jouissent les membres des forces armées.

17. Dans l'Équatoria occidentale, malgré plusieurs tentatives pour négocier des accords de paix entre le gouvernement et les forces de défense locales, les violences se sont poursuivies, des informations faisant souvent état de disparitions forcées et de massacres, par les forces gouvernementales, de civils locaux et de personnes soupçonnées d'activités antigouvernementales¹⁹. L'opposition a mobilisé des forces dans l'Équatoria alors qu'elle recentrait ses opérations pour se rapprocher de Djouba depuis les combats dans la ville en juillet. Le M/APLS dans l'opposition et d'autres groupes armés ont mené des raids et des attaques dans tout l'Équatoria central en vue de déclencher une insurrection, détériorant encore plus la situation en matière de sécurité. Le déploiement de soldats Dinka dans ces régions, qui ont mené une grande partie des opérations de lutte contre l'insurrection et commis les actes de violence qui y sont associés, a aggravé les tensions avec les communautés locales.

18. La plus importante organisation tribale s'étant mobilisée contre l'accord est un organe autoproclamé constitué de politiciens dinka se faisant appeler le Conseil des sages Jieng (Dinka), dirigé par l'ancien Président de la Cour suprême Ambrose Riiny Thiik. Le Vice-Président est Joshua Dau Diu. Salva Kiir se réunit régulièrement avec les dirigeants du Groupe²⁰. Peu de temps après la communication du projet d'Accord de paix en juillet 2015 par l'IGAD, le Conseil des sages a déclaré y être opposé, affirmant dans une déclaration écrite qu'il s'agissait « d'une manière pour une clique de putschistes de faire croire à l'apaisement » et qu'il était « fait sur mesure pour Riek Machar et ses partisans ce qui était suffisant pour justifier de s'opposer aux principes fondamentaux de l'accord. Nous sommes maintenant convaincus que la médiation conduite sous les

¹⁷ Des combattants du Mouvement darfourien pour la justice et l'égalité (MJE) auraient pris part à des combats à Raja en juin en soutien au gouvernement. Voir <https://radiotamazuj.org/en/article/jem-forces-enter-raja-governor-back-town>.

¹⁸ Gouvernement de la République du Soudan du Sud, « Rapport de la Commission d'enquête sur les incidents de Wau du 24 au 26 juin 2016, (Djouba, 1^{er} août 2016, p. 18 et 19). Disponible à l'adresse <https://radiotamazuj.org/sites/default/files/Wau%20Report.pdf>.

¹⁹ Source : multiples entretiens confidentiels avec des politiciens sud-soudanais et des fonctionnaires des Nations Unies. Human Rights Watch, « South Sudan : Army Abuses Spread West », 6 mars 2016, disponible à l'adresse www.hrw.org/news/2016/03/06/south-sudan-army-abuses-spread-west.

²⁰ La dernière réunion publique connue entre Salva Kiir et le Conseil des sages Jieng s'est tenue le 9 août 2016.

auspices de l'IGAD a échoué; nous invitons les parties à rechercher d'autres mécanismes. »²¹

19. Un grand nombre des objections spécifiques formulées par le Conseil des sages Jieng à la proposition d'Accord, notamment à la Commission mixte de suivi et d'évaluation, ont été reprises dans les 16 réserves émises par le gouvernement de Salva Kiir lorsqu'il a signé l'accord en août 2015 et dont le Conseil des sages Jieng a revendiqué la paternité. Le Conseil des sages a depuis été à l'origine de plusieurs initiatives visant à saper l'accord, y compris l'élaboration d'une version initiale du décret Kiir du 2 octobre 2015 faisant passer de 10 à 28 le nombre d'états au Soudan du Sud, ce que le Conseil des ministres de l'IGAD a ensuite déclaré "incompatible" avec les termes de l'accord²².

L'effondrement de l'économie nationale

20. Après 33 mois de guerre, les politiques gouvernementales ont provoqué l'effondrement de l'économie du Soudan du Sud entraînant une augmentation du taux d'inflation qui a atteint 661,3 % en août 2016, la dislocation des marchés, l'érosion du maintien de l'ordre et l'augmentation de l'activité criminelle, en grande partie du fait d'un accès plus difficile aux produits de base, surtout aux denrées alimentaires, notamment dans les villes^{23, 24}.

21. Le gouvernement n'a mis en œuvre aucune des réformes économiques prévues par l'accord et qui auraient pu améliorer la situation. La hausse du coût de la vie, conjuguée à l'incapacité persistante du gouvernement de verser régulièrement les salaires, a exacerbé les tensions au sein de l'armée et parmi la population en général.

22. Le Ministère des finances et de la planification économique a été dans l'incapacité de présenter un budget à l'Assemblée nationale avant le début de l'année budgétaire au Soudan du Sud, le 1^{er} juillet. Le 8 août, Stephen Dhieu Dau a annulé tous les chèques non encaissés et précédemment émis par le gouvernement provisoire²⁵. Les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis mai 2016. En août, le Ministère des finances a publié un décret (n° 004/2016) ordonnant à tous les organismes publics de fermer les comptes qu'ils avaient ouverts auprès de banques

²¹ Position du Conseil des sages Jieng sur la proposition de compromis présentée par le groupe « IGAD-Plus », 21 juillet 2015, South Sudan Nation, 4 août 2015. Disponible à l'adresse www.southsudannation.com/the-position-of-jieng-council-of-elders-on-the-igad-plus-proposed-compromise-agreement/.

²² Dans un entretien accordé au journal Al-Mawqif à Djouba, le 28 octobre 2015, Ambrose Riiny Thiik a admis que c'était le groupe qui avait proposé à la présidence la création de nouveaux états au Soudan du Sud. Voir également la déclaration attribuée à un membre important du Conseil, Aldo Ajou Deng, qui décrit l'opposition internationale au décret sur les 28 états comme « le programme de changement de régime [...] présenté sous différentes formes, » (voir <https://radiotamazuj.org/en/article/jieng-official-blasts-igad-says-changing-28-states-regime-change>) et le communiqué de la cinquante-cinquième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'IGAD, tenue à Addis-Abeba, les 30 et 31 janvier 2016, disponible à l'adresse http://igad.int/attachments/1275_55COM_Communique.pdf.

²³ Voir www.tradingeconomics.com/south-sudan/inflation-cpi

²⁴ On considère que plus de 40 % de la population (4,8 millions de personnes) se trouve dans une situation de grave insécurité alimentaire, avec des poches de famine manifestes dans certaines régions.

²⁵ « South Sudan's finance ministry cancels all unpaid cheques », Sudan Tribune, 8 août 2016, disponible à l'adresse www.sudantribune.com/spip.php?article59864.

commerciales et d'en ouvrir uniquement auprès de la Banque du Soudan du Sud, ce qui indique clairement une faillite imminente et une tentative de consolider tous les avoirs restants.

23. De l'aveu du gouvernement lui-même, la grande majorité des recettes de l'État – dont 97 à 98 % proviennent des ventes de pétrole – a servi à financer des dépenses de sécurité et l'effort de guerre, y compris l'achat d'armes, plutôt que des services sociaux²⁶. Avec la diminution des recettes pétrolières, même les maigres fonds affectés aux services sociaux ont fondus en même temps que les prix des produits de base s'envolaient, atteignant un montant supérieur à 10 fois la moyenne sur cinq ans dans plusieurs des marchés les plus importants du pays. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 77,7 % – sur une base mensuelle – en un an, dépassant le seuil d'hyperinflation général de base de 50 % d'inflation par mois²⁷. Ainsi, les prix des produits de base à Djouba ont augmenté de 45 à 80 % pour les légumes, de 12 à 58 % pour les céréales, de 144 % pour le sorgho, voire de 70 à 80 % pour le carburant. De fortes hausses de prix ont également été enregistrées dans les états en raison de l'augmentation des frais de transport associée à la montée de l'insécurité. Par exemple, les prix du maïs ont augmenté de 135 à 144 % à Kapoeta, dans l'Équatoria orientale et de 488 % à Yida, dans l'état de l'Unité²⁸.

24. La livre sud-soudanaise s'est dépréciée de près de 90 % depuis que la Banque du Soudan du Sud a laissé flotter le taux de change en décembre 2015. En outre, du fait des violences en juillet à Djouba la situation en matière de sécurité s'est considérablement détériorée le long des routes reliant Nimuli à Djouba et Roumbek à Wau et Aweil, les deux principaux axes économiques vers et à l'intérieur du Soudan du Sud, respectivement, ce qui a considérablement réduit les flux commerciaux.

II. Transfert d'armes et de matériel connexe

25. Le Groupe a reçu de nombreuses informations provenant de sources gouvernementales, de l'Armée populaire de libération du Soudan, du M/APLS dans l'opposition, d'États Membres et de l'ONU faisant état de transferts d'armes au Soudan du Sud depuis la formation du gouvernement provisoire en avril 2016. Des enquêtes sont en cours pour établir l'origine de ces livraisons et leur utilisation au Soudan du Sud. À la mi-août 2016, le Groupe d'experts n'avait trouvé aucune preuve de l'achat d'armes par le M/APLS dans l'opposition. Il a toutefois reçu de nombreux rapports faisant état d'importants achats d'armes par le M/APLS dans le gouvernement, lesquels sont détaillés ci-après.

Avions de chasse L-39

26. Le 7 juillet, Lual Ruai Koang, porte-parole de l'APLS a annoncé que deux avions de chasse L-39 des forces aériennes de l'APLS effectueraient une

²⁶ Voir le site Web du Ministère des finances et de la planification économique, <http://grss-mof.org/>.

²⁷ Système d'alerte aux risques de famine, « Drastic food price increases further reduce household food access », 23 août 2016. Disponible à l'adresse www.fews.net/east-africa/south-sudan/alert/august-23-2016 <http://www.fews.net/east-africa/south-sudan/alert/august-23-2016>.

²⁸ Programme alimentaire mondial, Bulletin de surveillance des prix du marché au Soudan du Sud, 12 août 2016.

démonstration aérienne au-dessus de Djouba²⁹. Lorsque des combats ont éclaté dans la ville le jour suivant, les médias sociaux ont signalé à de nombreuses reprises la présence d'avions de chasse, sans qu'il soit fait état de leur participation directe aux combats. Par la suite, le Groupe d'experts a reçu un rapport indiquant qu'au moins un avion de chasse avait été observé à l'aéroport de Malakal le 16 août ainsi que deux hélicoptères Mi-24, et que plus tard, le même jour, ces appareils avaient mené des opérations de combat contre des positions du M/APLS dans l'opposition à Nasir. La photographie figurant à l'annexe IV prouvent la présence d'un avion de chasse L-39 à l'aéroport de Malakal le 31 août³⁰.

27. Ces avions n'ont jusqu'à présent jamais été signalés comme opérant au Soudan du Sud, et ont donc vraisemblablement été récemment acquis par l'Armée populaire de libération du Soudan. Alors que le Groupe d'experts a reçu des rapports préliminaires de deux sources indiquant que la maintenance et la peinture de ces avions avaient été effectuées en Ouganda, il n'a pas encore été en mesure de confirmer leur origine ou s'ils ont été achetés ou prêtés.

Fabrication de munitions

28. En novembre 2015, le Groupe d'experts a été informé par une source militaire de haut rang, que le gouvernement voulait construire une usine de munitions pour armes légères à Djouba. De nouvelles enquêtes ont permis au Groupe d'experts d'obtenir des documents indiquant que Paul Malong, le chef d'état-major de l'Armée populaire de libération du Soudan, avait demandé à Rawmatimpex, une société enregistrée au Liban, d'amorcer la conception des installations. D'après les renseignements disponibles en ce qui concerne les déplacements, une réunion a eu lieu à Beyrouth fin 2015 entre des officiers du SPLA désignés par Paul Malong et des représentants de Rawmatimpex. Les informations actuellement disponibles ne permettent pas de déterminer avec certitude si ce projet s'est poursuivi dans l'intervalle.

Achats de munitions

29. À la fin du mois de juin 2016, le Groupe d'experts a reçu des informations d'un haut gradé de l'APLS indiquant que deux camions de munitions avaient été transférés par voie terrestre depuis l'Ouganda à Djouba via Nimuli le ou aux environs du 11 juin 2016³¹. Celles-ci ont été confirmées au Groupe d'experts par le représentant d'un État membre de l'IGAD à Djouba. Une autre haut gradé de l'APLS a déclaré au Groupe d'experts que le chargement contenait des munitions d'armes de petit calibre et qu'il avait été acheté en prévision d'une opération programmée, sans autre précision. Le Groupe a communiqué ces informations au Ministre de la défense, Kuol Manyang, et au chef d'état-major de l'APLS, Malong, le 23 juin, sans que ceux-ci ne fournissent de réponse concrète.

²⁹ Voir www.nyamile.com/2016/07/07/breaking-fighting-in-south-sudan-capital/.

³⁰ Rapport de la MINUSS en date du 17 août 2016 (non accessible au public).

³¹ Lorsqu'une source militaire confidentielle est qualifiée d'« officier supérieur » ou de commandant au sein de l'APLS ou du M/APLS dans l'opposition, il s'agit d'un général de division ou de rang supérieur. Une source militaire confidentielle qualifiée d'« officier supérieur » ou de commandant au sein de l'APLS ou du M/APLS dans l'opposition est un militaire ayant un grade compris entre celui de lieutenant-colonel et celui de général de brigade.

Autres transactions d'armes

30. Selon des informations diffusées par les médias en juillet, la police espagnole avait arrêté plusieurs personnes dans le cadre d'une longue enquête menée par l'Office européen de police sur un réseau européen de contrebande d'armes. Le Soudan du Sud figurait parmi les pays qui avaient acheté des armes par l'intermédiaire de ce réseau. Le Groupe d'experts a contacté les autorités compétentes et attend de recevoir de nouvelles informations au fur et à mesure que l'enquête progresse.

III. Menaces dirigées contre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, d'autres organismes des Nations Unies et le personnel humanitaire international

31. Tant par leur discours que par leurs actes, les forces affiliées au M/APLS dans le gouvernement ont menacé activement les opérations et le personnel de la MINUSS ainsi que d'autres organismes des Nations Unies, et les deux parties ont continué de prendre pour cible les travailleurs humanitaires. Ces actes se sont aggravés et amplifiés depuis les violences qui ont éclaté à Djouba en juillet³².

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et autres acteurs des Nations Unies

32. Dans leurs déclarations politiques, Salva Kiir, des membres du gouvernement tels que le Ministre de l'information et de l'audiovisuel, Michael Makuei, et le Conseil des sages Jieng ont constamment manifesté leur hostilité envers l'ONU et donné une idée fallacieuse de ses activités et de ses objectifs, créant ainsi un contexte dans lequel les attaques contre le personnel et les installations des Nations Unies peuvent être perçues comme des actes visant à défendre le M/APLS dans le gouvernement et la souveraineté du Soudan du Sud.

33. À la date de présentation du présent rapport au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud (le 6 septembre), le M/APLS dans le gouvernement avait envoyé des messages contradictoires quant à sa position concernant la Force de protection régionale envisagée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2304 (2016). Le 4 septembre, le Ministre des affaires gouvernementales, Martin Elia Lomoro, a publié un communiqué conjoint du gouvernement provisoire et du Conseil, indiquant que le gouvernement avait consenti au déploiement de la Force à l'issue de la visite de représentants du Conseil au Soudan

³² Source : Entretiens menés par le Groupe d'experts avec de multiples sources de l'ONU. À titre d'exemple, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a signalé 64 incidents liés à l'accès humanitaire en juin et 90 incidents en juillet. Ces incidents comprennent, sans s'y limiter, les violences à l'égard du personnel et des biens humanitaires, et 13 % de ces incidents violents étaient liés au harcèlement du personnel humanitaire ou aux menaces dirigées à son encontre pour le mois de juin, contre 24 % pour le mois de juillet. Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan : humanitarian access situation snapshot – June 2016 », disponible en anglais à l'adresse : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/access_snapshot_20160705.pdf; et « South Sudan : humanitarian access situation snapshot – July 2016 », disponible en anglais à l'adresse : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/access_snapshot_20160818.pdf.

du Sud. Le 5 septembre, le Ministre de l'information et de l'audiovisuel a déclaré aux médias : « Ce consentement ne donne pas automatiquement un droit d'entrée au Soudan du Sud. Nous devons savoir quels sont ces pays contributeurs. Nous devons connaître l'effectif car 4 000 est un plafond, mais nous n'y sommes pas tenus. Nous pouvons négocier et même donner notre accord à 10 seulement³³. » Il a en outre déclaré : « Si nous n'acceptons pas, si nous ne sommes pas d'accord, personne n'entrera au Soudan du Sud. Toute personne entrant sans notre consentement sera considérée comme « un envahisseur »³⁴. »

34. Avant la visite du Conseil de sécurité, la majorité des déclarations du M/APLS dans le gouvernement sur la Force de protection régionale étaient opposées à cette proposition. Le 19 août, Salva Kiir a déclaré aux médias : « La MINUSS a tellement de soldats étrangers ici que nous n'accepterons pas même un seul soldat. Nous n'accepterons pas cela³⁵. » Le 12 juillet, son porte-parole, Ateny Wek Ateny, a déclaré à l'agence Reuters : « Nous ne coopérerons pas là-dessus car nous ne permettrons pas que l'ONU s'empare de notre pays [...] Toute force qui sera appelée Force de protection de Djouba ne sera pas acceptée³⁶. » Dans une déclaration faite aux médias le 13 août, le Représentant permanent du Soudan du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, Akuei Bona Malwal, a prévenu que le gouvernement se déchargerait de toute responsabilité en cas d'éventuels affrontements entre la Force de protection et des éléments armés, y compris l'APLS, et que le déploiement de la Force sans le consentement du M/APLS dans le gouvernement serait une « entreprise risquée »³⁷. Malgré des propos plus conciliants, tels que ceux de M. Kiir lors de son discours au Parlement le 15 août³⁸, Radio Tamazuj a rapporté, le 25 août, que M. Wek Ateny avait nié que le M/APLS dans le gouvernement avait donné son accord au déploiement de la Force après une réunion entre les ministres des affaires étrangères de l'IGAD et le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, John Kerry, le 22 août³⁹.

35. Le Conseil des sages Jieng a également joué un rôle déterminant dans la mobilisation de l'opposition à l'ONU et à la force demandée par l'IGAD ainsi que par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2304 (2016). Dans un entretien à Radio

³³ Okech Francis, « South Sudan accepts deployment of extra 4,000 troops », Bloomberg, le 5 septembre 2016. Disponible en anglais à l'adresse : <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-09-05/south-sudan-accepts-deployment-of-extra-4-000-un-troops>.

³⁴ Denis Dumo et Michelle Nichols, « South Sudan spells out unresolved protection force issues », Reuters, le 5 septembre 2016. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-southsudan-security-un-idUSKCN11B22H.

³⁵ « Insider : politicians resisting idea of more peacekeepers in South Sudan », Radio Tamazuj. Disponible en anglais à l'adresse : <https://tamazuj.atavist.com/insider-politicians-resisting-idea-of-more-peacekeepers-in-south-sudan>.

³⁶ Voir <http://www.aljazeera.com/news/2016/08/approves-peacekeeping-force-south-sudan-160812191513815.html>.

³⁷ Voir National Courier, journal pro-Kiir, disponible en anglais à l'adresse www.facebook.com/thenationalcourier/posts/625159727649066.

³⁸ Dans ce discours, Salva Kiir a affirmé haut et fort : « Le Soudan du Sud n'est pas instinctivement ni automatiquement opposé à l'intervention de l'IGAD et de l'ONU [...] Certains accusent déjà le gouvernement provisoire d'union nationale de refuser et de combattre l'ONU. Je tiens à confirmer en ce jour historique que cette analyse de notre position est fautive ». Voir www.gurtong.net/LinkClick.aspx?fileticket=WXuIVjX3umY%3D&tabid=124.

³⁹ « South Sudan presidency denies accepting regional troops », Radio Tamazuj, 26 août 2016. Disponible en anglais à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/article/south-sudan-presidency-denies-accepting-regional-troops>.

Tamazuj le 18 juillet, le Président du Conseil des sages Jieng, Ambrose Riiny Thiik, a déclaré ce qui suit : « Le Conseil demande au peuple du Soudan du Sud de ne pas écouter ceux qui sont favorables à l'envoi de contingents étrangers supplémentaires, ce qui équivaldrait à une déclaration de guerre et à une invasion du pays [...] Ces contingents ne sont pas nécessaires et si les auteurs de ce projet persistent, alors le peuple devra se soulever pour soutenir le gouvernement⁴⁰. Les 19 et 20 juillet, le Conseil des sages Jieng a organisé des manifestations contre le déploiement de la Force, à Djouba et dans la ville de Bor (état de Jonglei). Quatre membres du personnel de la MINUSS, un recruté sur le plan international et trois recrutés sur le plan national – ont été attaqués par des manifestants armés de machettes et de bâtons lors de la manifestation de Bor⁴¹. Dans une déclaration datée du 15 août mais envoyée par courriel à une longue liste de destinataires, notamment au Coordonnateur du Groupe d'experts, le 4 septembre (jour de la publication du communiqué conjoint faisant part du consentement à la Force), le Conseil des sages Jieng a qualifié la résolution 2304 (2016) de « document mal inspiré » qui porte atteinte à la souveraineté du pays en le plaçant sous la tutelle de l'ONU et de l'Union africaine; a affirmé que « le Soudan du Sud n'a[vait] pas besoin de forces étrangères dont l'objectif est de renverser le gouvernement »; et a engagé « les citoyens du Soudan du Sud à s'ériger contre toute ingérence extérieure allant à l'encontre de [leur] souveraineté⁴² ».

36. Des éléments armés du gouvernement imposent des restrictions de mouvement handicapantes pour la MINUSS dans tout le pays⁴³. Les incidents de harcèlement de membres du personnel des Nations Unies à leur entrée dans le pays à l'aéroport international de Djouba, notamment le fait de les retenir sans raison particulière à leur arrivée, ont considérablement augmenté depuis juillet⁴⁴. Le gouvernement provisoire a également saisi les passeports de membres du personnel de la MINUSS⁴⁵ et limité ou tenté de limiter les moyens aériens des Nations Unies, en violation de l'accord sur le statut des forces⁴⁶.

⁴⁰ « Dinka Council of Elders warns war over additional UNMISS troops », Radio Tamazuj, 18 juillet 2016. Disponible en anglais à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/article/dinka-council-elders-warns-war-over-additional-unmiss-troops>.

⁴¹ Alerte du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises, 19 juillet 2016 (non accessibles au public).

⁴² « Jieng Council of Elders rejects the UN Security Council resolution 2304 », Djouba, 15 août 2016. Disponible en anglais à l'adresse www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ctl/ArticleView/mid/519/articleId/19832/The-Jieng-Council-Of-Elders-Rejects-The-UN-Security-Council-Resolution-2304.aspx.

⁴³ Selon les informations recueillies par le Groupe des affaires juridiques de la MINUSS, entre le 1^{er} juin et le 28 août 2016, la MINUSS a enregistré 56 incidents contrevenant à l'accord sur le statut des forces attribués au M/APLS dans le gouvernement. Au total, 11 incidents ont été enregistrés en juin, 23 en juillet et 22 en août. Les restrictions de mouvement imposées à la MINUSS et l'obstruction faite à ses activités continuent de constituer la majorité des violations, avec 6 incidents enregistrés en juin, 14 en juillet et 10 du 1^{er} au 28 août.

⁴⁴ « Health cluster bulletin », n° 2, 9 août 2016. Disponible en anglais à l'adresse <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/South%20Sudan%20Health%20Cluster%20Bulletin-%202016.pdf>.

⁴⁵ Les passeports de 90 membres du personnel de la MINUSS auraient été confisqués entre le 16 et le 31 juillet, selon le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSS.

⁴⁶ Par exemple, le 18 juillet, le gouvernement a refusé de donner son autorisation à un vol de la MINUSS de Bor à Djouba; par la suite, la MINUSS a été informée que les hélicoptères seraient interdits dans tout le pays.

Personnel humanitaire international

37. Au moment de la rédaction du présent rapport, 59 membres du personnel international et national des organismes de secours avaient été tués au Soudan du Sud depuis décembre 2013⁴⁷.

38. Le 11 juillet, à Djouba, de nombreux éléments de l'APLS ont « célébré » la fin des combats avec le M/APLS dans l'opposition en se livrant à des pillages généralisés. Lors de ces pillages, une unité composée de 80 à 100 soldats en uniforme⁴⁸ a envahi l'enceinte du Terrain, un complexe résidentiel accueillant le personnel d'organisations internationales. Pendant quatre heures, les soldats ont frappé de nombreux résidents et leur ont infligés des sévices, violé, y compris collectivement, au moins cinq travailleurs humanitaires expatriés ainsi qu'un nombre inconnu de personnes travaillant dans le complexe, et exécuté un employé nuer de l'organisation non gouvernementale Internews, John Gatluak, devant ses collègues, dans ce qui constitue un assassinat ciblé à caractère ethnique. Les soldats ont saccagé chacune des pièces et pillé le complexe, volant plus de 25 véhicules⁴⁹. Compte tenu du degré des violences perpétrées, du nombre d'éléments armés impliqués, de la quantité de biens volés et du caractère systématique des dommages causés sur toute l'étendue du complexe, le Groupe d'experts est arrivé à la conclusion que l'attaque avait été bien coordonnée par ses auteurs et qu'il ne pouvait s'agir d'un acte de violence non prémédité et de vols opportunistes. En outre, l'attaque marque un véritable tournant dans le niveau des brutalités infligées par les soldats sud-soudanais au personnel humanitaire international⁵⁰.

39. Au cours des sept premiers mois de 2016 seulement, plus de 470 incidents liés à l'accès humanitaire ont été signalés. Parmi ceux-ci, 90 ont été signalés en juillet, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis le mois de juin 2015. Les complexes, convois et fournitures humanitaires ont été attaqués ou pillés dans six états⁵¹. Du fait du niveau élevé d'insécurité, les organismes humanitaires ont dû évacuer partiellement ou

⁴⁷ « Humanitarian coordinator demands there be no more attacks against aid workers in South Sudan », Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 19 juillet 2016. Disponible en anglais à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_160819_World_Humanitarian_Day_Press_Release.pdf. Le personnel du Bureau à Djouba a confirmé cette information au Groupe d'experts le 5 septembre.

⁴⁸ Des témoins ont indiqué que ces hommes appartenaient à la Garde présidentielle, également connue sous le nom de « Tiger Battalion » (Bataillon tigre).

⁴⁹ « Report on the events at Yei Road Camp (Terrain Camp) on the 11/07/16 », soumis par le gérant du Terrain au gouvernement provisoire; annexe confidentielle; et nombreuses sources indépendantes interrogées par le Groupe d'experts.

⁵⁰ Le 23 août, le Secrétaire général a annoncé qu'une enquête spéciale indépendante serait menée sur les violences commises à Djouba et la réaction de la MINUSS. Voir <http://www.un.org/press/fr/2016/sga1677.doc.htm>.

⁵¹ En juillet, des complexes humanitaires à Leer (état de l'Unité) ont été pillés pour la troisième fois depuis décembre 2013, privant une fois de plus la ville de services médicaux en raison de l'insécurité. Voir « OCHA humanitarian bulletin South Sudan », n° 12, 23 août 2016, disponible en anglais à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_SouthSudan_humanitarian_bulletin_12.pdf; « Health cluster bulletin », n° 2, 9 août 2016, disponible à en anglais à l'adresse <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/South%20Sudan%20Health%20Cluster%20Bulletin-%202.pdf>.

totale certaines zones de Wau, de Leer et d'Équatoria⁵². Le 10 juillet, un entrepôt portant clairement les marques de la Croix-Rouge sud-soudanaise à Djouba a été bombardé, gravement endommagé et pillé⁵³, et une maternité d'International Medical Corps située à l'intérieur de la base de la Maison des Nations Unies a été frappée et endommagée⁵⁴. Le 11 juillet, des soldats en uniforme sont entrés dans le principal entrepôt du Programme alimentaire mondial au Soudan du Sud, au moyen semble-t-il de camions et de grues de l'APLS, et ont systématiquement pillé 4 500 tonnes de nourriture –assez pour nourrir 220 000 personnes pendant un mois – en sus de camions, de groupes électrogènes et d'autres articles de secours, lors d'une opération complexe et soutenue qui s'est poursuivie pendant quatre jours après la fin des combats⁵⁵.

IV. Conclusion

40. Les enquêtes menées par le Groupe d'experts depuis la formation du gouvernement provisoire en avril montrent que la plus grave menace à la sécurité à laquelle le gouvernement provisoire fait face provient des politiques et des tactiques des belligérants qui sont parties à l'Accord. La mobilisation de leurs tribus par nombre de personnalités militaires et politiques majeures a continué d'envenimer le conflit, lequel a évolué d'une guerre essentiellement politique à une guerre tribale. Cette guerre s'est encore intensifiée du fait de l'effondrement de l'économie consécutif à la chute du cours du pétrole, à une mauvaise gestion et au détournement des ressources au profit des dépenses militaires. S'ajoutant à la mobilisation accrue des tribus, l'incapacité du gouvernement provisoire d'assurer les services de base ou de développer les infrastructures a fragilisé le tissu social du Soudan du Sud, rendant le conflit encore plus insoluble.

⁵² « Des dizaines de milliers de personnes déplacées à Wau, Leer et Équatoria souffrent la plupart du temps dans l'anonymat le plus total car ni nous ni les autres acteurs humanitaires ne peuvent les atteindre. » Médecins sans frontières, « Access to essential healthcare dramatically reduced due to increased violence », 25 août 2016, disponible en anglais à l'adresse www.msf.org/en/article/south-sudan-access-essential-healthcare-dramatically-reduced-due-increased-violence; « OCHA humanitarian bulletin South Sudan », n° 12, 23 août 2016, disponible en anglais à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_SouthSudan_humanitarian_bulletin_12.pdf.

⁵³ « Joint statement by the South Sudan Red Cross, the International Committee of the Red Cross and the International Federation of the Red Cross and Red Crescent Societies on the Movement's response following the upsurge in the conflict », 15 juillet 2016. Disponible en anglais à l'adresse www.southsudanredcross.org/index.php?option=com_content&view=article&id=140:joint-statement-by-the-south-sudan-red-cross-ssrc-the-international-committee-of-the-red-cross-icrc-and-the-international-federation-of-the-red-cross-and-red-crescent-societies-ifrc-on-the-movements-response-following-the-upsurge-in-the-conflict-&catid=7:news.

⁵⁴ International Medical Corps, « International Medical Corps' hospital in Juba hit by shelling amidst escalating violence in South Sudan », 11 juillet 2016. Disponible en anglais à l'adresse https://internationalmedicalcorps.org/2016_07_11_pr_south-sudan-violence.

⁵⁵ Source : officier supérieur de l'APLS; Programme alimentaire mondial, « Le PAM condamne le pillage des secours alimentaires à destination de milliers de personnes affectées par les combats à Juba », 14 juillet 2016, disponible à l'adresse www.wfp.org/news/news-release/wfp-condemns-looting-food-warehouse-juba-still-manages-assist-thousands-affected-f; entretien mené par le Groupe d'experts avec le personnel du Programme en août 2016; courriels envoyés par le bureau du Programme à Djouba, 26 août 2016. Au 29 août, aucune nourriture ni aucun article de secours n'avaient été restitués.

41. Enfin, l'importation massive d'armes et, en particulier, de systèmes d'armes tels que des hélicoptères d'attaque Mi-24 depuis le début de la guerre en 2013 n'a fait qu'encourager ceux qui préconisent une solution militaire au conflit. Le Groupe d'experts a constaté que les achats d'armes se poursuivaient et que les violences qui en résultaient touchaient en premier lieu la population civile.

Annex I

Violence in Juba in July 2016

On 2 July, an SPLM/A in Opposition intelligence officer, Lt. Colonel George Gismala, was shot and killed in Juba. On 7 July, a shootout between SPLM/A in Government and SPLM/A in Opposition soldiers erupted at a checkpoint in the Gudele area of Juba during which five SPLM/A in Government personnel were reportedly killed. On 8 July, Kiir invited then-First Vice-President Machar to the presidential compound (known as J1) in central Juba to discuss these incidents. While this meeting was taking place, fighting broke out in the immediate vicinity of the compound resulting in more than 300 fatalities.¹ The events that sparked the violence are contested by the government and opposition.²

After a brief pause in fighting on 9 July, a major military engagement broke out between SPLM/A in Government and SPLM/A in Opposition forces on 10 July in the western section of Juba, near the site at Jebel Mountain where SPLM/A in Opposition forces were cantoned. Fighting then spread toward the Yei military checkpoint, which guards the main road from Juba toward the southwest and is near UNMISS headquarters. Observers stated that the SPLA conducted a coordinated attack using Mi-24 helicopters, tanks, armoured vehicles, heavy weapons, and infantry.³ In the course of the fighting, two Chinese peacekeepers were killed and several more peacekeepers were injured while patrolling in the vicinity of the UN Juba HQ. Fighting also occurred in the Topping suburb of Juba in the vicinity of the UNMISS logistics base and the airport, as some units apparently defected from the SPLA and engaged in the fighting.⁴

Combat between the SPLA and SPLM/A in Opposition continued on 11 July—again centred on the Yei checkpoint—as the SPLM/A in Opposition sought to flee the city toward the southwest. By that afternoon, large-scale fighting in Juba had mostly concluded, and the SPLA had taken control of the SPLM/A in Opposition cantonment sites. The bulk of the surviving opposition forces had fled the city, and a limited number may have entered the UN Protection of Civilian (PoC) sites.⁵

After the fighting in Juba, the Panel received multiple, independent reports of civilians being killed both in the cross-fire and in targeted killings. According to the South Sudan Protection Cluster, the SPLA deliberately targeted civilians on the basis of their ethnicity, perpetrating unlawful killings, arbitrary arrests, enforced disappearances and sexual violence. House-to-house searches were conducted in at

¹ Letter from Kiir to IGAD heads of government, 12 July 2016

² The Permanent Mission of the Republic of South Sudan to the United Nations briefed the Panel on its version of events on 13 July 2016. The Panel has also discussed the incident with representatives of the SPLM in Opposition and the G10 and conducted interviews with witnesses. There are discrepancies among these accounts, including a number of questions raised by the SPLM/A in Government's version of events. However, exposition of this issue is beyond the remit of the current report.

³ Confidential expert source, 15 July 2015

⁴ Ibid.

⁵ Some SPLM/A in Opposition personnel are reported to have sought shelter in the UNMISS PoC sites, though the number of personnel is unclear. The majority of SPLM/A in Opposition forces were reported by UNMISS to have departed Juba.

least five neighbourhoods in Juba, targeting mainly Nuer men and women,⁶ but also individuals perceived as “anti-government.”⁷ Ethnic violence also included widespread sexual violence during and especially in the aftermath of the fighting and announcement of a ceasefire, in particular rapes and gang-rapes of Nuer women and girls. The UN documented at least 217 cases of sexual violence, mainly Nuer women, in Juba alone between 8 and 25 July.⁸

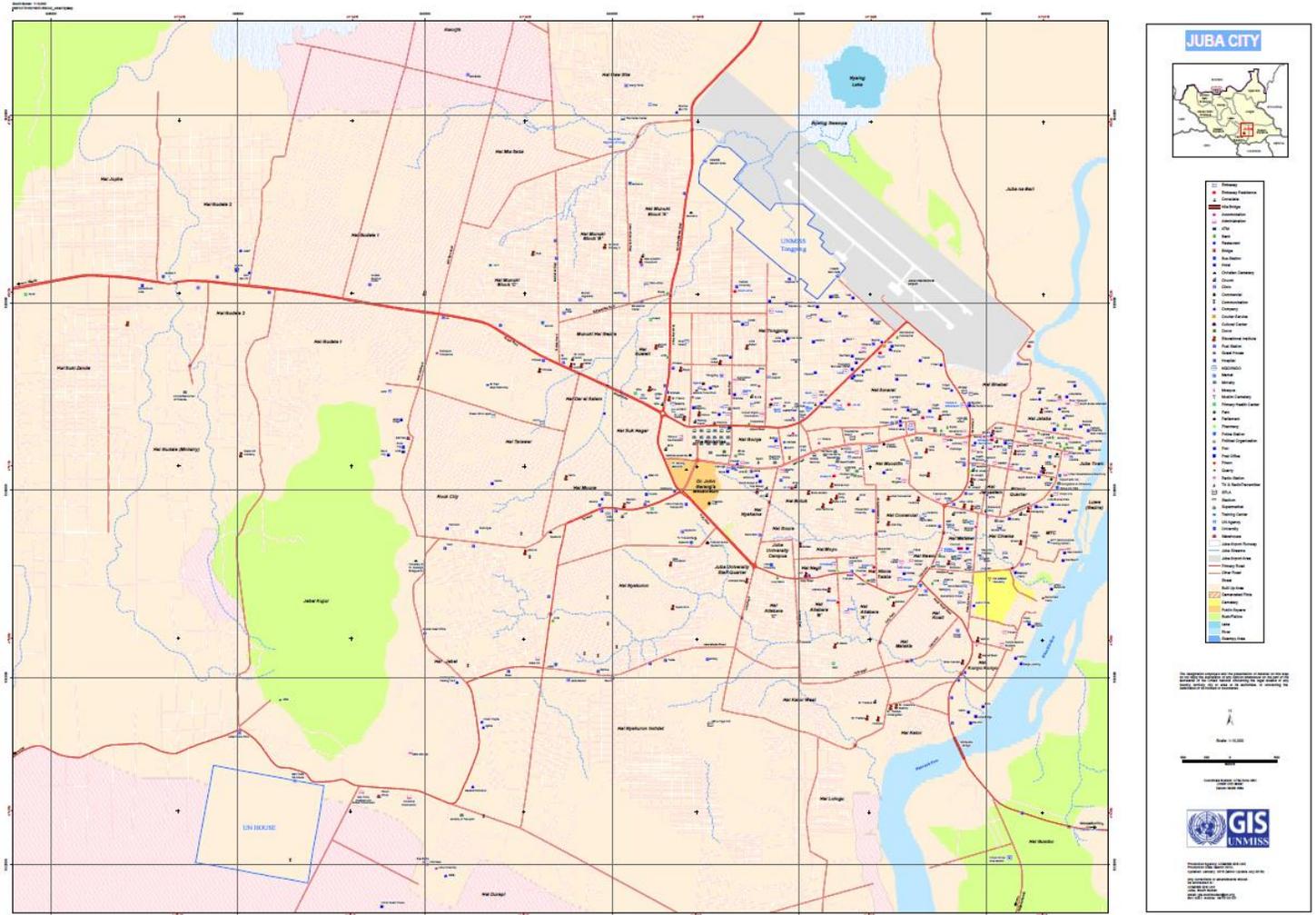
⁶ The South Sudan Protection Cluster coordinates humanitarian protection activities for internally-displaced persons (IDPs) and is co-led by UNHCR and the Norwegian Refugee Council (NRC). Protection Cluster update on Juba violence (8-21 July) dated 25 July, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/south-sudan/document/protection-situation-update-outbreak-conflict-juba>, accessed on 30 August; and confirmed by the UN High Commissioner for Human Rights Zeid Ra’ad Al Hussein statement dated 4 August, “While some civilians were killed in crossfire between the fighting forces, others were reportedly summarily executed by Government (SPLA) soldiers, who appear to have specifically targeted people of Nuer origin.” <http://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20339&LangID=E>, accessed on 4 August 2016.

⁷ Multiple confidential interviews conducted by the Panel with one SPLM official, civil society and international observers.

⁸ UN High Commissioner for Human Rights Zeid Ra’ad Al Hussein statement dated 4 August, <http://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20339&LangID=E>, accessed on 4 August 2016.; and UNMISS Human Rights Division confirmed they are still receiving cases of sexual violence in Juba at time of writing, Phone interview with UNMISS official, 24 August 2016.

Annex II

Map of Juba



Annex III

Command and Control Within the Parties to the TGNU

In attributing command responsibility for actions or policies meeting the criteria for the imposition of sanctions described by the Security Council in paragraphs 8 and 9 of its resolution 2290 (2016), the Panel has followed the understanding of command responsibility outlined in articles 86 and 87 of Additional Protocol I to the Geneva Conventions of 1949, to which South Sudan acceded in July 2012.¹ Article 86 states that, among other things, parties to the Conventions are required to “repress grave breaches” of the Conventions. Furthermore, according to article 86:

“The fact that a breach of the Conventions or of this Protocol was committed by a subordinate does not absolve his superiors from penal or disciplinary responsibility, as the case may be, if they knew, or had information which should have enabled them to conclude in the circumstances at the time, that he was committing or was going to commit such a breach and if they did not take all feasible measures within their power to prevent or repress the breach. The essential elements for command responsibility therefore require that there was a relationship, even if de facto, between a superior and a subordinate linking those who committed the breach to the commander at the time of the commission of the breach; that the superior had knowledge or had reason to know that his subordinates had committed or were likely to commit the breach; and that there was a failure on the part of the superior to take all necessary and reasonable measures to prevent or to punish the breach.”

The essential elements for command responsibility therefore require that there was a relationship, even if de facto, between a superior and a subordinate at the time of the commission of the breach; that the superior knew or should have known that his subordinates had committed or were likely to commit the breach; and that there was a failure on the part of the superior to take all necessary and reasonable measures to prevent or to punish the breach.²

In late June 2016, representatives of the Ministry of Foreign Affairs and the Office of the President confirmed to the Panel that security decisions and the planning of military operations, including responses to what the SPLM in Government deem to be acts of aggression by armed opposition groups, are undertaken by the “national security council.” The Ministry of Foreign Affairs and the Office of the President confirmed that the members of this group are: President Salva Kiir, Minister of Defence and Veterans Affairs Kuol Manyang, SPLA Chief of General Staff Malong, Minister of Information Michael Makuei, then-Minister of Finance Deng Athorbi (who Kiir replaced with Stephen Dhieu Dau in July), Minister for National Security Obutu Mamur, Director of the National Security Service’s Internal Security Bureau Akol Koor, Director of the National Security Service’s External Security Bureau Thomas Duoth, and Presidential Advisor Kew Gatluak. No representative of the SPLM/A in Opposition or the G10/former detainees were included.

¹ See International Committee of the Red Cross (ICRC), “South Sudan: world’s newest country signs up to the Geneva Conventions”, 19 July 2012. Available from www.icrc.org/eng/resources/documents/news-release/2012/south-sudan-news-2012-07-09.htm.

² See “Command responsibility and failure to act”, Advisory Service on International Humanitarian Law (ICRC, May 2014). Available from www.icrc.org/eng/assets/files/2014/command-responsibility-icrc-eng.pdf.

According to several senior SPLA officers, Malong personally oversaw operations in Wau, Western Bahr El Ghazal state in June and in Juba in July as well as the effort to hunt Machar in Greater Equatoria in August. As described in section II of this report, Kiir and Malong maintain operational control of air assets, such as the Mi-24s. However, multiple senior and high-ranking SPLA officers have noted to the Panel that there is discontent within the SPLA at the increasing tribalisation of the army, which is attributed to Malong's reliance on troops from his home area in Bahr el Ghazal.

With respect to the command responsibility under the Geneva Conventions to "punish the breach" of those conventions, the Panel has taken note of the recent court martial proceedings following the July events in Juba. During this spate of violence, civilians were targeted on the basis of their ethnicity, in particular Nuer men and women. The Panel interviewed one victim, who was shot in the arm and wounded by SPLA soldiers. He was part of a group of 7 Nuer men, aged between 17 and 26, who were moving from one house to another seeking safety on 11 July. They were escorted by four Nuer SPLA soldiers and were stopped by soldiers in SPLA uniform at a checkpoint. The escorting soldiers were disarmed, and two were shot and killed on the spot. The soldiers at the checkpoint then fired at the seven boys, killing one and wounding two of them. The victim told the Panel how the soldiers at the checkpoint had first asked their escorts whether they were Nuer and when this was affirmed, the violence started.

Sixty soldiers were reportedly tried on charges relating to murder, random shooting, looting and violation of human rights committed during the Juba violence in July.³ However, no soldier was charged with rape or sexual violence. Furthermore, the Panel was not in a position to verify whether any soldier has been charged with the attack on the Terrain compound.⁴ The Panel will continue to follow the results of these court martial proceedings, in particular as they relate to violence committed during the fighting in July in Juba as well as the sexual violence committed during but mainly in the aftermath of fighting and the Terrain compound attack.

In a 27 June 2016 meeting with the Panel in Juba, Riek Machar told the Panel that he maintained command and control of SPLM/A in Opposition forces, citing the example of the rise of tensions in Kajo-Keji, Central Equatoria in recent weeks between SPLA and SPLM/A in Opposition soldiers, when he claimed he had ordered his troops to redeploy away from SPLA positions. Machar also said that he had urged his forces in Western Bahr el Ghazal to refrain from fighting but that they had been "drawn into" the conflict in Raja, Western Bahr el Ghazal—a conflict that preceded (and foreshadowed) the outbreak of violence in Wau—after police attacked civilians.

Given recent developments, including President Kiir's decision on 3 August 2016 to dismiss some ministers from the TGNU and appoint new ministers as well as Machar's departure from South Sudan, the Panel is continuing its investigations into command and control within the SPLM in Government and the SPLM/A in Opposition and will provide any updated findings to the Council as soon as possible.

³ Panel interview with UNMISS official; & "South Sudan claims to court martial 60 soldiers for looting," Radio Tamazuj, 31 August, 2016. <https://radiotamazuj.org/en/article/south-sudan-claims-court-martial-60-soldiers-looting>

⁴ UNMISS sources have privately shared concerns whether international standards of due process were adhered to during these trials.

Annex IV

L-39 at Malakal Airport, 31 August 2016

